

Commission Paritaire pour les Services de Garde

Convention collective de travail du 7 mai 2001 relative aux cours sectoriels théoriques et pratiques des formations professionnelles et des recyclages pour le personnel salarié des entreprises de gardiennage

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs salariés des entreprises de gardiennage, qui ressortissent à la Commission paritaire pour les services de garde et qui suivent les cours décrits ci-après, cours dispensés par un organisme de formation agréé par le Ministère de l'Intérieur et reconnu par la commission paritaire pour les services de garde.

Article 2

On entend par travailleurs salariés, les travailleurs (masculin, féminin) bénéficiant d'un contrat de travail d'ouvrier(ère) ou d'employé(e), tel que prévu par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Moniteur belge du 30 août 1978).

Article 3

Les droits individuels des travailleurs au système du congé-éducation dans sa généralité ne peuvent être affectés par les dispositions subséquentes de la présente CCT. Les parties signataires conviennent d'inscrire, dans le cadre de la réglementation sur le congé-éducation et aux conditions énumérées ci-après, les programmes de cours suivants :

§ 1. Les cours théoriques, pratiques et stages des formations professionnelles (générales et particulières) et des recyclages prévus à l'article 7 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage et dans ses arrêtés royaux d'exécution.

§ 2. La formation permanente du transporteur de fonds et/ou de valeurs telle que prévue par l'article 4 de la convention collective de travail des 25 février 1998 et 16 mars 1998 relative aux convoyeurs de fonds et/ou de valeurs.

Celle-ci comprend 40 heures réparties comme suit :

- Comportement au volant – conduite défensive – déclaration d'accident (4 - 5 heures).
- Moyens techniques de sécurité (4 – 6 heures).
- Communication et rapport (4 – 5 heures).
- Techniques d'observation et disposition sur le terrain (6 – 8 heures).
- Utilisation et procédures des documents de travail (2 – 4 heures).
- Manipulation des biens (2 – 4 heures).
- Perception des situations de crise – Gestion du stress – Perception des anomalies et des situations suspectes (6 – 8 heures).
- Facultatif : formation complémentaire en fonction des spécificités de l'entreprise (max. 12 heures).

§ 3. La formation permanente des agents de garde (autre que transporteurs de fonds) et des employés opérationnels exerçant des fonctions identiques à ceux-ci. Celle-ci comprend :

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR. | 13-07-2001 | 28/9/2001 | 59046

Alinéa 1 Une formation obligatoire en sus de la formation de base prévue au § 1 : premiers soins en cas d'accident (et recyclages) nécessaires au maintien du brevet : 20 heures.

Alinéa 2 Les cours sectoriels (menu optionnel) ci-après :

- a. Formation ANPI : base 8 heures et recyclage 4 heures  
Formation EPI : 10 heures  
Formation CEPI : 10 heures
- b. Réception, téléphonie et accueil physique : 8 heures
- c. Accueil et gestion des plaintes : 4 heures
- d. Introduction à l'outil PC : 8 heures
- e. X-Ray : 6 heures
- f. Aviation Security.  
Formation de base : 16 heures  
Formation spécialisées :
  - Permis de conduire TARMAC : 4 heures
  - Intro-dangerous goods : 4 heures
  - X-Ray : 6 heures
  - Fouille : 24 heures
  - US careers : 12 heures
- g. Safety skills : 6 heures
- h. Victim aid : 16 heures

Alinéa 3. Il est garanti aux travailleurs visés aux § 3 un crédit formation équivalent à 32 heures par 5 ans, porté à 40 heures pour les travailleurs âgés de + de 50 ans. Ce crédit sera épuisé, en concertation entre l'employeur et le travailleur, en puisant dans les cours prévus au § 1 et § 3, Alinéa 2.

#### Article 4

On entend par cours théoriques, les cours de formations professionnelles et des recyclages délivrés au sein même des écoles de formation et par cours pratiques, ceux délivrés au sein d'autres organismes, soit à cause de leurs spécificités (incendie, secourisme, conduite chien, etc...), soit en respect d'une loi (le tir, par exemple), ou sur chantiers, seuls lieux où se trouvent les matériels mis à disposition des travailleurs par les clients.

#### Article 5

Pour les cours pratiques, les travailleurs concernés sont soumis aux mêmes règles que celles prévues dans les écoles de formation, ces dernières devant inclure ces cours spécifiques dans l'ensemble des cours légaux prévus.

L'évaluation des résultats obtenus est pris en considération par l'école de formation pour l'obtention du certificat prévu à l'article 7, infra.

#### Article 6

Les frais inhérents aux programmes de cours tels que décrits à l'article 3 ne peuvent être revendiqués à charge de ces derniers en cas de licenciement anticipé, ou au moment où ils quittent la firme.

#### Article 7

Les écoles qui délivrent les programmes de cours tels que décrits à l'article 3 remettent aux travailleurs, à la fin du cycle de cours et après réussite des examens légaux, dans les

conditions prescrites par le Ministre de l'Intérieur, un certificat dont il ressort que les cours ont été suivis par les travailleurs salariés concernés.

Article 8

Les écoles de formation considérées sont celles qui bénéficient d'une double agréation : celle du Ministère de l'Intérieur en application de la loi du 10 avril 1990 et de ses arrêtés royaux et celle de la Commission Paritaire pour les Services de Garde. A cet effet, elles introduisent auprès du Président de la Commission Paritaire une demande d'agréation.

Article 9

L'Association Professionnelle des Entreprises de Gardiennage s'engage à faire en sorte que les travailleurs enseignants salariés, bénéficiant d'un contrat de travail à temps plein ou à temps partiel et dont la fonction principale est l'enseignement, bénéficient d'un contrat de travail d'employé.

Article 10

Les remboursements divers prévus par le Service Congé-Education payé étant au bénéfice exclusif des employeurs, les travailleurs salariés concernés sont rémunérés normalement durant les cours théoriques et pratiques des formations professionnelles et des recyclages, suivant les critères repris dans les conventions collectives de travail en vigueur au sein du secteur du gardiennage et donc indépendamment du plafond prévu par la loi dans le cadre desdits remboursements.

Article 11

En vertu des dispositions prévues par l'arrêté royal du 28 mars 1995, modifiant certains articles de la loi de redressement du 22 janvier 1985, contenant des dispositions sociales, les critères suivants sont notamment d'application :

- pour les heures de cours de formations professionnelles et des recyclages suivis, en dehors de l'horaire normal de travail, le plafond maximum annuel est fixé à 120 heures;
- pour les heures des cours de formations professionnelles et des recyclages suivis durant les heures normales de travail, le plafond maximum annuel est fixé à 180 heures.

Dans ce cas, l'employeur précisera au point 5 de la fiche individuelle du travail (régime et horaire de travail), en plus du régime de travail sectoriel, les heures précises du temps de travail.

Article 12

Seul, le nombre d'heures de présence effectives aux cours théoriques et pratiques des formations professionnelles et des recyclages, est pris en considération pour déterminer le quota du congé-éducation payé à accorder pour les travailleurs, étant entendu que les plafonds de 120 et 180 heures de congé-éducation payé ne peuvent être, en aucun cas, dépassés.

Article 13

Le quota des heures de congé-éducation payé, fixé à l'article 14, est établi entre le 1er septembre et le 31 août de l'année suivante, étant entendu que le congé éducation-payé se prend toujours entre le premier et le dernier jour de la formation.

Article 14

Vu les exigences de la loi du 10 avril 1990 et de ses arrêtés royaux d'application, l'année scolaire, débutant le 1er septembre et se terminant le 31 août, comprend autant de cycles de cours que nécessaire, au strict respect de ladite loi.

Article 15

Alinéa 1. Pour tous les cycles des cours théoriques et pratiques des formations professionnelles et des recyclages, les employeurs sont expressément tenus de fournir au Service du Congé-Education Payé, avant le début de chacun des cycles :

- les nom et prénom de tous les bénéficiaires de congé-éducation payé,
- le montant de leur salaire horaire,
- la nature des cours suivis.

Les documents-types de notification peuvent être obtenus auprès du Service "Congé-Education Payé".

La transmission tardive de ces états récapitulatifs aura pour conséquence un remboursement diminué de 5 p.c., à l'exception des cas dignes d'intérêts, acceptés par le Ministre de l'Emploi et du Travail, sur proposition du Service "Congé-Education Payé".

Alinéa 2. En outre, une fois par an, les employeurs sont tenus de communiquer au conseil d'entreprise (à défaut à la délégation syndicale ou, à défaut, aux permanents syndicaux régionaux) la liste des personnes ayant suivi les formations prévues à l'article 3, § 2 et § 3, alinéa 2, ainsi que les modules spécifiques suivis.

Article 16

La prescription des créances étant de deux ans, l'employeur peut introduire valablement sa demande de remboursement pendant une période de deux années.

Article 17

Par année scolaire, la prescription des créances s'établira comme suit :

Naissance de la déclaration de créance	Départ du délai d'introduction	Date ultime d'introduction
2001-2002	1er janvier 2002	31 décembre 2003

Article 18

Le pourcentage fautif (10 p.c.) des absences justifiées d'un travailleur au cours des formations professionnelles et des recyclages, entraînant la suspension du droit au congé-éducation payé pour une période de 6 mois, s'établit sur base des heures de cours effectivement donnés et non pas sur base des heures théoriques du trimestre.

Article 19

En cas de suspension pour assiduité incorrecte ou d'abandon, le nombre d'heures de congé-éducation payé à prendre en compte, s'établit sur les présences effectives du travailleur avant son premier jour de suspension ou de son abandon.

5

Article 20

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er septembre 2001 et remplace la CCT du 1<sup>er</sup> septembre 1996.

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire pour les services de garde.



Paritair Comité voor de Bewakingsdiensten

Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 2001 met betrekking tot de theoretische en praktische cursussen voor beroepsopleiding en herscholing binnen de sector voor het loontrekkend personeel van de bewakingsondernemingen.

Artikel 1

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de tewerkgestelde loontrekkende werknemers van de bewakingsondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de bewakingsdiensten en die de hiernavolgende cursussen volgen, cursussen die gegeven worden door een door het Ministerie van Binnenlandse Zaken en door het Paritair Comité voor de Bewakingsdiensten erkend opleidingsorganisme.

Artikel 2

Onder loontrekkende werknemers wordt verstaan de werknemers (mannelijk, vrouwelijk) die een arbeidscontract hebben als arbeider(ster) of bediende, zoals voorzien door de wet van 3 juli 1978 met betrekking tot de arbeidscontracten (Belgisch Staatsblad van 30 augustus 1978).

Artikel 3

De individuele rechten van de werknemers voor het systeem van educatief verlof in het algemeen mogen niet beïnvloed worden door de hiernavolgende bepalingen van onderhavige CAO. De ondertekenende partijen komen overeen om het programma van de hiernavolgende cursussen, op te nemen in het kader van de reglementering op het betaald educatief verlof, onder de hiernagenoemde voorwaarden :

- § 1. de theoretische, praktische en stagecursussen van beroepsopleiding (algemene en bijzondere) en herscholingen voorzien onder artikel 7 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten en in haar koninklijke uitvoeringsbesluiten.
- § 2. de permanente opleiding van de geld- en/of waardetransporteur zoals voorzien onder artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 1998 en 16 maart 1998 met betrekking tot de geld- en/of waardetransporteurs.

Deze omvat 40 uren onderverdeeld als volgt :

- Weggedrag – Defensief rijden – Ongevalsangifte (4 – 5 uur).
- Technische veiligheidsmiddelen (4 – 6 uur).
- Communicatie en rapportering (4 – 5 uur).
- Observatietechnieken en opstelling op het terrein (6 – 8 uur).
- Gebruik en procedures m.b.t. werkdocumenten (2 – 4 uur).
- Manipulatie van goederen (2 – 4 uur).
- Opvangen van crisissituaties – Stressbeheersing – Opvang van anomalieën en verdachte situaties (6 – 8 uur).
- Facultatief : bijkomende opleiding in functie van de specificiteiten van het bedrijf (max. 12 uur).

§ 3. de permanente opleiding van de bewakingsagenten (anderen dan waardetransporteurs) en van de operationele bedienden die functies, identiek aan dezen, uitvoeren.. Deze omvat :

NEERLEGGING-DEPOT  
13-07-2001  
REGISTR.-ENREGISTR.  
28/9/2001  
NR.  
59046

Alinea 1. Een verplichte opleiding, bovenop de basisopleiding voorzien onder § 1 : eerste hulp bij ongeval (en bijscholingen) noodzakelijk voor het behoud van het brevet : 20 uur.

Alinea 2. de hiernavolgende sectoriële cursussen (facultatief programma) :

- a. NVVB opleiding (Nat. Vereniging voor Brandbestrijding) : basisvorming 8 uur  
herscholing 4 uur
  - PEI opleiding (Ploeg van eerste interventie) : 10 uur
  - POEI opleiding (Ploegoverste eerste interventie) : 10 uur
- b. Receptie, telefoon en onthaal : 8 uur
- c. Onthaal en klachtenbeheer : 4 uur
- d. Introductie PC materiaal : 8 uur
- e. X-Ray : 6 uur
- f. Aviation Security
  - Basisopleiding : 16 uur
- Bijzondere opleiding :
  - TARMAC rijbewijs : 4 uur
  - Intro dangerous goods : 4 uur
  - X-Ray : 6 uur
  - Fouillering : 24 uur
  - US careers : 12 uur
- g. Safety skills : 6 uur
- h. Victim aid : 16 uur

Alinea 3. Aan de werknemers verwezen onder § 3 wordt een opleidingskrediet gewaarborgd ten belope van 32 uur per periode van 5 jaar, gebracht op 40 uur voor de werknemers ouder dan 50 jaar.  
Dit krediet zal gebruikt worden, in gemeenschappelijk overleg tussen de werkgever en de werknemer, in functie van de onder § 1 en § 3 Alinea 2 voorziene cursussen.

#### Artikel 4

Onder theoretische cursussen wordt verstaan de beroepsopleidingen en herscholingen gegeven in de opleidingsinstellingen zelf, en onder praktische cursussen, deze gegeven bij andere instellingen, hetzij door hun specifiek karakter (brandbestrijding, E.H.B.O., africhting hond, enz...), hetzij in naleving van een wet (bijvoorbeeld de schietoefeningen), of op de werf, omdat dit de enige plaats is waar zich de materialen bevinden die door de klanten ter beschikking gesteld worden van de werknemers.

#### Artikel 5

Voor de praktische cursussen zijn de betrokken werknemers onderworpen aan dezelfde regels als deze voorzien in de opleidingsinstellingen. Deze laatste dienen met name deze specifieke cursussen te bevatten binnen het geheel van de wettelijke voorziene cursussen.

De evaluatie van de behaalde resultaten wordt door de opleidingsinstellingen in overweging genomen voor het behalen van het attest voorzien in artikel 7 hieronder.

#### Artikel 6

De kosten die gepaard gaan met de onder artikel 3 beschreven cursussen kunnen niet teruggevorderd worden ten laste van deze laatsten in geval van voortijdig ontslag, of op het ogenblik dat zij de firma verlaten.

### Artikel 7

De scholen die de onder artikel 3 beschreven cursussen geven aan de werknemers, leveren aan deze laatsten, op het einde van de opleiding en nadat zij geslaagd zijn voor de wettelijke examens, onder de voorwaarden voorgeschreven door de Minister van Binnenlandse Zaken, een attest af, waaruit blijkt dat de cursussen gevolgd werden door de betrokken loontrekkende werknemers.

### Artikel 8

De opleidingsinstellingen die in aanmerking komen, zijn deze die genieten van een dubbele erkenning : deze van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, krachtens de wet van 10 april 1990 en van haar koninklijke uitvoeringsbesluiten en deze van het Paritair Comité voor de Bewakingsdiensten. Te dien einde moeten zij aan de Voorzitter van het Paritair Comité een verzoek tot erkenning indienen.

### Artikel 9

De Beroepsvereniging der Bewakingsondernemingen verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat de loontrekkende werknemers die lesgeven, met een voltijds of deeltijds contract, en waarvan de voornaamste functie bestaat in het lesgeven, een arbeidscontract als bediende hebben.

### Artikel 10

Daar de verschillende terugbetalingen voorzien door de Dienst Betaald Educatief Verlof enkel ten gunste van de werkgevers zijn, worden de betrokken loontrekkende werknemers normaal bezoldigd tijdens de theoretische en praktische cursussen van beroepsopleiding en herscholing, volgens de criteria vermeld in de Collectieve Arbeidsovereenkomsten van kracht in de bewakingssector en dus onafhankelijk van het plafond dat door de wet voorzien is in het kader van deze terugbetalingen.

### Artikel 11

In naleving van de maatregelen voorzien door het koninklijk besluit van 28 maart 1995, tot wijziging van bepaalde artikels van de herstellwet van 22 januari 1985, waarin sociale maatregelen voorzien werden, zijn meer bepaald de volgende criteria van toepassing :

- Voor de uren van de cursussen van beroepsopleiding en herscholing, gevolgd buiten de normale werkuren, is het jaarlijkse maximumplafond vastgesteld op 120 uur.
- Voor de uren van de cursussen van beroepsopleiding en herscholing, gevolgd tijdens de normale werkuren, is het jaarlijks maximumplafond vastgesteld op 180 uur.

In dit geval vermeldt de werkgever onder punt 5 van de individuele fiche van de werknemer (arbeidsstelsel en uurrooster), naast het arbeidsregime binnen de sector, de exacte uren van de werktijd.

### Artikel 12

Enkel het aantal uren van daadwerkelijke aanwezigheid tijdens de theoretische en praktische cursussen van beroepsopleiding en herscholing, wordt in aanmerking genomen voor de bepaling van het aandeel van betaald educatief verlof toe te kennen aan de werknemers, aangezien de plafonds van 120 en 180 uren betaald educatief verlof in geen geval mogen overschreden worden.

### Artikel 13

Het aandeel van de uren betaald educatief verlof, bepaald in artikel 14, wordt vastgesteld tussen 1 september en 31 augustus van het volgende jaar, aangezien het betaald



educatief verlof steeds genomen wordt tussen de eerste en de laatste dag van de opleiding.

Artikel 14

Gezien de vereisten van de wet van 10 april 1990 en van haar koninklijke uitvoeringsbesluiten, omvat een schooljaar, ingaand op 1 september en eindigend op 31 augustus, zoveel leergangen als nodig, in strikte naleving van de voornoemde wet.

Artikel 15

Alinea 1. Voor alle theoretische en praktische leergangen van beroepsopleiding en herscholing, zijn de werkgevers er uitdrukkelijk toe gehouden de Dienst Betaald Educatief Verlof, voor de aanvang van elke leergang, in het bezit te stellen van :

- de naam en voornaam van alle begunstigen van het betaald educatief verlof;
- het bedrag van hun uurloon;
- de aard van de gevolgde cursussen.

De standaarddocumenten voor de kennisgeving kunnen verkregen worden bij de Dienst "Betaald Educatief Verlof".

Het laattijdig doorsturen van deze samenvattende lijst zal een vermindering van de terugbetaling van 5 pct. tot gevolg hebben, met uitzondering van de buitengewone gevallen, aanvaard door het Ministerie van Arbeid en Tewerkstelling, op voorstel van de Dienst "Betaald Educatief Verlof".

Alinea 2. Bovendien zijn de werkgevers, éénmaal per jaar, ertoe gehouden de lijst van de personen die de opleidingen voorzien onder artikel 3 § 2 en § 3 alinea 2, over te maken aan de ondernemingsraad (bij ontstentenis aan de syndicale afvaardiging of bij ontstentenis aan de regionale bestendige syndicale secretarissen) met inbegrip van de specifiek gevolgde modullen.

Artikel 16

Vermits de verjaringstermijn van de schuldvorderingen twee jaar is, kan de werkgever zijn aanvraag tot terugbetaling op een geldige manier indienen, gedurende een periode van twee jaar.

Artikel 17

Per schooljaar ziet de verjaringstermijn van de schuldvorderingen er als volgt uit :

'Ontstaan van de 'aangifte van 'schuldvordering	Aanvang van de indieningstermijn	Uiterste datum voor indiening
'2001-2002	1 januari 2002	31 december 2003

Artikel 18

Het percentage (10 pct.) van de ongerechtvaardigde afwezigheden van een werknemer tijdens de beroepsopleidingen en herscholingen, dat resulteert in de opschorting van het recht op betaald educatief verlof voor een periode van 6 maanden, wordt bepaald op basis van de daadwerkelijk gegeven lesuren en niet op basis van van de theoretische uren van het trimester.

Artikel 19

In geval van opschorting omwille van het onregelmatig bijwonen van de cursussen of ingeval de werknemer de cursussen opgeeft, wordt het aantal uren betaald educatief verlof dat in aanmerking moet worden genomen, bepaald op basis van de daadwerkelijke aanwezigheden van de werknemer, VOOR de eerste dag van de opschorting of de opgave.

Artikel 20

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2001 en vervangt de CAO van 1 september 1996.



Zij is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de bewakingsdiensten.

## Bijlage

-

## Annexe

-

Beroepsvereniging der bewakingsondernemingen

Association des entreprises de gardiennage

**Lijst van scholen der bewakingsondernemingen**

**Liste des écoles de gardiennage**

S.A. AIRPORT SECURITY TRAINING CENTER  
Brucargo, 744  
1931 ZAVENTEM

SA. AIRPORT SECURITY TRAINING  
CENTER  
Brucargo, 744  
1931 ZAVENTEM

S.A. GROUP 4 TRAINING SERVICES  
Mercelisstraat 19  
1050 BRUXELLES

S.A. GROUP 4 TRAINING SERVICES  
rue de Mercelis 19  
1050 BRUXELLES

A.S.B.L. BELINSEC  
Nieuwbrugstraat 85  
1830 MACHELEN

A.S.B.L. BELINSEC  
Nieuwbrugstraat 85  
1830 MACHELEN

S.A. GLOBAL HOLDING BELGIUM  
Mercelisstraat, 19  
1050 BRUXELLES

S.A. GLOBAL HOLDING BELGIUM  
rue de Mercelis, 19  
1050 BRUXELLES

ISIS bvba  
Security Audits, Training &  
Emergency Management Services  
Boekenberglei 128  
2100 DEURNE

ISIS bvba  
Security Audits, Training &  
Emergency Management Services  
Boekenberglei 128  
2100 DEURNE

FACEO BELGIUM N.V. (ex. ALSTOM FACILITY  
MANAGEMENT)  
Haantjeslei 68  
2018 ANTWERPEN

FACEO BELGIUM N.V. (ex. ALSTOM  
FACILITY MANAGEMENT)  
Haantjeslei 68  
2019 ANTWERPEN